





L'Union interparlementaire (UIP), ONU Femmes et la Mission permanente de Trinité-et-Tobago ont le plaisir de vous inviter à prendre part à une réunion parallèle qui se tiendra à la 61^{ème} Session de la Commission de la condition de la femme :

Egalité en politique : encore 50 ans avant d'atteindre la parité ?

jeudi 16 mars 2017, de 13 h 15 à 14 h 30 Salle de conférence A du Bâtiment des conférences¹, ONU, New York

L'égalité des sexes au parlement est indispensable pour la démocratie. Malgré l'augmentation continue et générale de la participation politique des femmes au fil des décennies, les progrès ont été très lents à tous les niveaux. A l'heure actuelle, la proportion moyenne mondiale des femmes dans les parlements nationaux est de 23,3 pour cent, contre 22,6 pour cent il y a un an. A ce rythme, il faudra 50 ans pour atteindre la parité.

Au cours des vingt dernières années, l'attention et les efforts se sont intensifiés en ce qui concerne la nomination des femmes aux postes décisionnels, en particulier en politique. Et pourtant, la question demeure : pourquoi n'avonsnous pas progressé davantage ? Des obstacles historiques n'ont pas encore été surmontés : les stéréotypes sexistes, la culture politique dominée par les hommes, des partis politiques réfractaires et des campagnes politiques coûteuses continuent de limiter l'accès des femmes aux postes élus. De nouvelles difficultés leur barre la route : l'émergence de la violence contre les femmes en politique, la méfiance croissante dans la politique et le fossé perçu entre les politiciens et les citoyens rendent d'emblée plus difficile la participation des femmes.

La recherche montre que les quotas de genre ont clairement permis d'augmenter le nombre de femmes en politique. En 2016, les données de l'UIP ont révélé que les femmes ont obtenu 25,6 pour cent des sièges dans les parlements des pays qui appliquent des quotas par rapport à 16,1 pour cent dans les pays qui n'en appliquent pas. Cependant, les quotas ne suffisent pas. La plupart des pays du monde appliquent désormais des quotas de genre dans les élections législatives, mais les résultats varient en fonction de la diversité des objectifs fixés et des mécanismes de mise en œuvre utilisés. Doit-on réformer les quotas afin d'éviter qu'ils ne deviennent un nouveau plafond de verre ? Et s'agit-il de la seule solution accélérée ?

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 fournit un nouvel élan pour un examen constant de la progression de la participation politique des femmes. L'ODD 5 (égalité entre les sexes) a établi des indicateurs spécifiques sur le nombre de femmes dans les parlements nationaux (données recueillies par l'UIP) et dans les gouvernements locaux (données recueillies par ONU Femmes). Les dimensions nationale et locale de cette activité se complètent mutuellement et devraient fournir de nouveaux indices probants pour éclairer la prise de décision et faire progresser l'égalité des sexes en politique.

L'événement mettra l'accent sur les questions suivantes :

- Comment pouvons-nous passer d'objectifs chiffrés minimaux, qui visent à atteindre un seuil critique de femmes, à la parité entre les sexes (50 pour cent) dans les organes de prise de décisions politiques ?
- Quelles mesures ont été les plus efficaces dans le renforcement de la participation des femmes ? Quelles lecons peut-on en tirer sur la facon de maximiser l'impact des mesures d'action positive ?
- Quelles sont les meilleures pratiques en matière d'interaction entre la représentation aux niveaux local et national, et sur les voies à suivre pour que les femmes soient représentées dans tous les secteurs ? Faisonsnous vraiment ce qu'il faut ?
- Comment les données sur la participation politique des femmes contribuent-elles à promouvoir le progrès ?
 Existe-t-il des lacunes de recherche à combler ?

Présidente/modératrice: Mme Margaret Mensah-Williams, Présidente du Conseil national de Namibie et

Présidente du Bureau des femmes parlementaires de l'UIP

Intervenants : Ambassadrice Pennelope Beckles, Représentante permanente de Trinité-et-

Tobago auprès des Nations Unies, ancien ministre et parlementaire

Représentant de l'UIP Représentant d'ONU Femmes Un parlementaire (à confirmer)

La salle de conférence A ne possédant pas d'équipement d'interprétation, la réunion parallèle se déroulera donc en en anglais seulement.